

**CONTRIBUABLES
ASSOCIES**

TROP DE DÉPENSES PUBLIQUES C'EST TROP D'IMPÔTS



**16 JUILLET
2006**

**LE JOUR DE
LIBÉRATION FISCALE
EST ARRIVÉ !**



En 2006, les Français ont travaillé du 1^{er} janvier au 15 juillet pour financer le train de vie de l'État. C'est seulement à partir du 16 juillet qu'ils pourront enfin jouir des fruits de leur labeur.

16 juillet : jour de libération fiscale

LES FRANÇAIS PAIENT...

Chaque année, l'État nous confisque plus de la moitié de ce que nous produisons.

Nicolas Sarkozy constatait, le 4 septembre 2005, que « les Français travaillent du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet pour l'État, ça me semble suffisant ». Cette remarque montre que le message des contribuables passe enfin et trouve un écho au sommet de l'État.

Cependant, les Français ne travaillent pas pour l'État jusqu'au 1^{er} juillet – ce qui, sans nous ramener à la moyenne des pays membres de l'Union européenne, constituerait néanmoins pour notre pays un véritable record de tempérance – mais jusqu'au 16 juillet!

La dépense publique représente, en effet, 53,6 % du PIB, ce qui signifie, concrètement, que l'État prélève 53,6 % de chaque euro gagné par les Français, soit l'intégralité des richesses produites par nos concitoyens pendant les 196 premiers jours de l'année!

Un an avant les prochaines élections présidentielles et législatives, il est impératif de dire et répéter aux responsables politiques de tous bords:

196 jours d'esclavage fiscal avant d'être – provisoirement – libérés, c'est trop, beaucoup trop!



... L'ÉTAT DÉPENSE...

Les administrations vivent aux crochets des contribuables

Nos gouvernants, qui avaient promis de baisser les impôts de 33 % en cinq ans, y ont finalement renoncé. Lorsqu'il s'agit de faire payer le contribuable, gauche et droite se valent.

Si la dépense publique avait seulement été gelée au niveau qu'elle atteignait en 1997, les Français auraient été libérés, cette année, dès le 20 mai!

Année	Dépenses gelées au niveau de 1997 en pourcentage du PIB	Jour de libération théorique (gel sur 1997)	Jour de libération effectif
1997	55,0	-	20 juillet
1998	52,7	13 juillet	17 juillet
1999	51,0	6 juillet	17 juillet
2000	49,0	29 juin	13 juillet
2001	47,2	21 juin	10 juillet
2002	45,5	16 juin	12 juillet
2003	43,8	9 juin	14 juillet
2004	42,7	6 juin	16 juillet
2005	41,3	2 juin	16 juillet
2006	38,0	20 mai	16 juillet

Tout montre que la France se porterait mieux si l'État dépensait moins. Pourtant, pas un gouvernement n'est parvenu à maîtriser les gabegies administratives, ni à résister aux lobbies dépensiers.

En 10 ans, l'État a volé aux contribuables presque deux mois de travail!

... ET LES CONTRIBUABLES TRINQUENT !

Nos partenaires européens sont mieux lotis que nous

En moyenne, les contribuables des nations membres de l'OCDE sont libérés dès le 31 mai et ceux des pays membres de l'Union européenne, le 23 juin, soit 23 jours avant les Français.

Les Français travaillent pour l'État pendant 196 jours; les Allemands et les Britanniques, 167; les Polonais, 157; et les Espagnols, seulement 141.

État	Date de libération fiscale	Jours confisqués par l'État	Retard français
Irlande	10 mai	129	67 jours
Espagne	22 mai	141	55 jours
Slovaquie	27 mai	146	50 jours
Pologne	07 juin	157	39 jours
Royaume-Uni	17 juin	167	29 jours
Allemagne	17 juin	167	29 jours
Italie	27 juin	177	19 jours
France	16 juillet	196	-
Moyenne des pays de l'Union européenne	23 juin	173	23 jours
Moyenne OCDE	31 mai	150	46 jours

Les mieux traités sont les Irlandais, libérés 67 jours avant les Français: ils disposent donc de plus de deux mois de revenus en plus! Pourtant, en 2005, le taux de chômage irlandais ne dépassait pas 4,3 %, contre 9,5 % en France. Ce n'est pas un hasard!

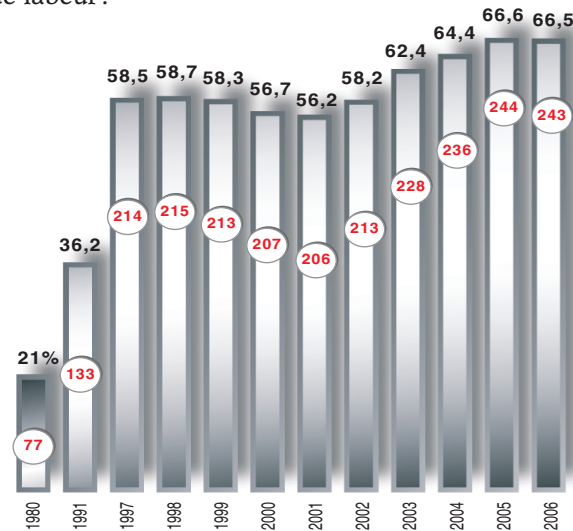
Les Français donnent à l'État 46 jours de plus que les autres pays de l'OCDE

ET COMBIEN DE JOURS POUR LA DETTE ?

*En 25 ans, la dette de l'État
a été multipliée par 5!*

En euros constants, la dette est passée de 206 milliards en 1980 (21 % du PIB) à plus de 1 100 milliards en 2005 (66,6 % du PIB).

En 1980, les Français auraient dû travailler 77 jours de l'année pour rembourser la dette publique. Aujourd'hui, il leur faudrait y consacrer 243 jours de labeur!



Légende

21% Dette de l'État en % du PIB

77 Jours travaillés nécessaires pour rembourser la dette

Si l'on y ajoute les engagements de l'État (comme les retraites des fonctionnaires), qu'il faudra bien payer, l'endettement global dépasse 2 000 milliards d'euros, soit 113,5 % du PIB. Pour combler ce trou, chaque Français devrait travailler du 1^{er} janvier au... 20 février de l'année suivante!

*Chaque année, le déficit public
augmente la dette!*